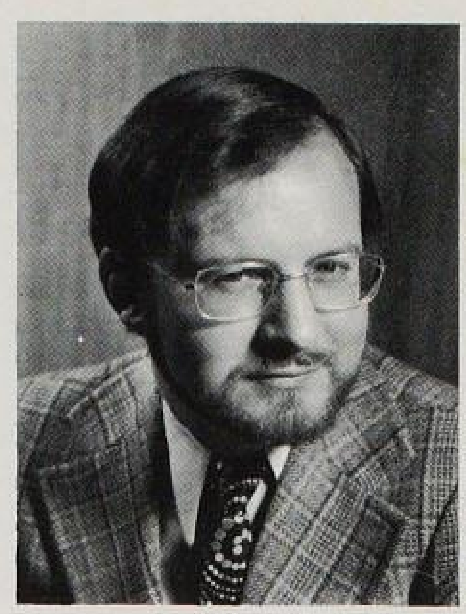


Paul Resche
Candidat

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
des 4 et 11 Mars 1973.

Citoyennes,

Citoyens,



Jean CHARPANTIER
Suppléant

Pourquoi un candidat de la gauche radicale, aujourd'hui ?

A travers ces élections, ce qui est en jeu, c'est le visage même de la vie de tous les jours dans notre pays. Depuis longtemps, aucune échéance d'élection législative n'a à ce point retenu l'intérêt de l'opinion publique. Chacun sent qu'est engagée dans cette lutte toute une conception globale de la démocratie politique, de la démocratie économique et de la démocratie sociale. Il faut porter le débat au fond même des choses.

La vieille tradition radicale — que nous représentons — nous impose, en mars 1973, comme toujours dans le passé, de choisir d'être présents au grand rendez-vous du combat que la gauche engage contre les forces du conservatisme. Depuis près d'un siècle, le radicalisme — plus qu'aucune autre tendance politique — a contribué à affermir la démocratie. Présent dans tous les combats pour la liberté, il a assis et conforté la démocratie politique dans notre pays.

— L'enseignement primaire, laïc, gratuit et obligatoire ;
— Le suffrage universel ;
— La séparation des Eglises et de l'Etat ;
— La loi sur la liberté d'association, qui a permis l'élan syndical ;
— L'impôt progressif sur le revenu :

voilà l'apport original — et incontestable — du radicalisme à la vie publique française.

Ces conquêtes acquises, il faut regarder devant nous. Et c'est encore la nécessité de conforter la démocratie politique que l'on rencontre, doublée du grand élan social que propose le programme commun de gouvernement de la gauche unie.

Conforter la démocratie politique.

Quinze jours après avoir reçu, au mois de juin 1972, un vote de confiance massif de l'Assemblée Nationale, M. Chaban-Delmas, convoqué par le Président de la République, apprend qu'il doit renoncer à ses fonctions. Son successeur laisse passer un délai de vacances de trois mois avant de juger opportun de venir, enfin, devant l'Assemblée Nationale expliquer son absence de programme et, en contradiction avec le texte de l'article 49 de notre Constitution, il ne sollicite même pas l'avis des représentants du peuple.

La démocratie, c'est le dialogue. Ce n'est pas sa concentration dans les mains du seul chef de l'exécutif.

Si la gauche l'emportait aux élections et obtenait la majorité, elle appliquerait la Constitution : le Gouvernement aurait à se faire investir par l'Assemblée Nationale. Il déterminerait et conduirait alors la politique de la Nation. La gauche ne demande rien d'autre, ni rien de plus, que le respect de la Constitution.

Conforter la démocratie sociale.

Ainsi, nous ne remettons pas en cause la totalité des bases de la société dans laquelle nous vivons. Nous ne soutenons pas non plus qu'il n'y ait eu, depuis quinze ans, aucun progrès dans le domaine économique : certes la France travaille. Mais le vrai problème qui est posé, précisément, c'est de savoir si avec une France qui travaille comme travaille la France, on ne pourrait faire mieux et, surtout, être plus juste. C'est la question de la qualité de l'existence.

Dans l'anonymat des banlieues indifférentes, après un travail quotidien marqué souvent de monotonie, plus encore que de pénibilité, se légitime la grande protestation du printemps 1968. Quelque désordonné et excessif que fut son aspect, cette montée de la jeunesse sonnait un tocsin qu'ont entendu les hommes de gauche : la protestation de l'individu contre la désincarnation de l'existence, contre le fait qu'on ne considère plus l'homme comme une cellule vivante de la société, mais comme une espèce de cellule anonyme destinée essentiellement à produire, toujours, plus, davantage et mieux.

Nous savons, nous les radicaux, que la productivité et la concurrence n'ont de valeur que si elles entendent donner à la civilisation un visage humain. C'est pourquoi nous soutenons la gerbe de mesures sociales qui se trouvent proposées, aujourd'hui, pour mettre fin aux excès de l'économisme, par le programme commun de gouvernement de la gauche unie.

Conforter le Gouvernement de la gauche.

C'est pourquoi nous garantissons, par notre présence, l'application même de ce programme. Car chacun sait, et l'expérience, et l'histoire l'ont montré, qu'il n'y a ni de démocratie véritable, ni de pouvoir véritable de la gauche en France sans la participation du radicalisme.

C'est pourquoi, citoyennes et citoyens, hommes et femmes de gauche, et tous les Français qui veulent que cela change enfin en profondeur, que cela change efficacement et radicalement, vous voterez pour la gauche radicale, garant de l'application effective du programme commun, garant, dans l'union populaire, du respect de la démocratie et du souci de la liberté.

Paul Resche, notre vice-président départemental, nous représente dans cet enjeu électoral, comme il vous représentera demain à l'Assemblée Nationale, où les forces de gauche seront majoritaires. Votre confiance est assurée de sa détermination à combattre pour la liberté et la démocratie, quelles que soient les circonstances. En 1940, il choisit, et il y en eut peu qui firent ce choix à ce moment, de combattre pour la liberté de nos institutions dans les Forces de la France Libre. C'est une garantie que peu d'autres candidats, dans votre circonscription, peuvent vous offrir, en offrant en même temps de continuer, en 1973, cette même lutte pour la liberté.

Votez pour le radicalisme,
Votez pour la gauche radicale,
Votez pour le candidat de la gauche radicale !

IMP. URMAN-St MAURICE-TÉL. 368.40.80